

**Sous embargo jusqu'au 14 novembre 2023 à 9h15 (heure d'Europe centrale)**

TELECHARGER LA PUBLICATION [ICI](#)

## **Nombreuses victimes civiles de mines en Ukraine, au Myanmar, en Syrie et au Yémen Nette augmentation du financement de la lutte antimines selon le rapport annuel de l'Observatoire des mines**

**(Genève, le 14 novembre 2023)** L'utilisation de mines antipersonnel en 2022 a entraîné une augmentation du nombre de victimes au cours de l'année 2022, un sombre rappel de la nécessité de respecter le Traité d'interdiction des mines, a déclaré aujourd'hui la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL), à l'occasion de la publication du rapport 2023 de l'Observatoire des mines. L'augmentation des fonds alloués à la lutte antimines et des terres déminées témoigne de la détermination collective à parvenir à un monde sans mines.

« Le Traité d'interdiction des mines doit être la pierre angulaire de tous les efforts visant à éradiquer les mines antipersonnel, en raison de l'interdiction totale qu'elle impose sur leur utilisation, leur transfert, leur stockage et leur production, en toutes circonstances », a rappelé Tamar Gabelnick, Directrice de l'ICBL. « Les communautés ne seront réellement à l'abri du fléau de ces armes que lorsque tous les États auront adhéré au traité et le respecteront pleinement ».

Adopté le 18 septembre 1997, le Traité d'interdiction des mines interdit l'emploi, le stockage, la production et le transfert de mines antipersonnel, et prévoit l'assistance aux victimes, le déminage et la destruction des stocks. Le traité compte actuellement 164 États parties. Les derniers pays à y avoir adhéré sont la Palestine et le Sri Lanka, en 2017.

Le rapport 2023 de l'[ICBL](#) paraît en amont de la 21<sup>ème</sup> Réunion des États parties au Traité d'interdiction des mines qui se tiendra aux Nations Unies à Genève (Suisse), du 20 au 24 novembre.

Les mines antipersonnel sont des engins explosifs qui continuent à tuer et à mutiler des personnes longtemps après la fin des conflits. Elles sont enterrées, dissimulées sur le sol ou placées au-dessus, et explosent quand une personne s'en approche ou entre en contact avec elles. Les mines antipersonnel sont généralement mises en place manuellement mais elles peuvent aussi être larguées par avion, ou dispersées à l'aide de roquettes et d'obus d'artillerie, ou à partir de véhicules spécialisés. Les mines antipersonnel détruisent les moyens de subsistance, entravent les activités agricoles et l'accès des populations aux services essentiels dans plus de 60 pays et autres territoires.

Selon le rapport de l'Observatoire des mines, 4 710 personnes ont été blessées ou tuées par des mines et des restes explosifs de guerre (REG) dans 49 États et deux autres territoires en 2022. Les civils représentaient 85% des victimes de mines et REG recensées en 2022, dont la moitié étaient des enfants (1 171). C'est en Syrie et en Ukraine qu'a été recensé le plus grand nombre

de nouvelles victimes (respectivement 834 et 608 victimes). Dans le contexte du conflit en Ukraine, le nombre de victimes civiles de mines et de restes explosifs de guerre a été multiplié par dix par rapport à 2021 (58). Le Yémen et le Myanmar ont tous deux enregistré plus de 500 nouvelles victimes en 2022.

L'emploi récent de ces armes représente l'un des plus grands défis auquel doit faire face la norme interdisant les mines antipersonnel. Le rapport annuel de l'Observatoire des mines révèle que le Myanmar et la Russie, tous deux non parties au traité, ont utilisé des mines antipersonnel en 2022. La Russie a massivement utilisé des mines antipersonnel en Ukraine depuis qu'elle a envahi le pays en février 2022. Les autorités ukrainiennes ont ouvert une enquête sur les circonstances de l'utilisation par leurs forces de mines antipersonnel dans et autour de la ville d'Izium, dans l'oblast de Kharkiv, en 2022, alors que la ville était sous contrôle russe.

Des groupes armés non-étatiques ont utilisé des mines antipersonnel dans au moins cinq pays au cours de la période documentée : en Colombie, en Inde, au Myanmar, en Thaïlande et en Tunisie. En outre, l'utilisation de nouvelles mines antipersonnel a été attribuée à des groupes armés non-étatiques dans les pays de la région du Sahel et dans les pays limitrophes.

« Dans un monde où les conflits font rage et où les civils sont les premiers à en subir les conséquences, l'éradication totale des mines reste une étape cruciale pour mettre fin à ces souffrances », a déclaré Katrin Atkins, rédactrice du chapitre sur la lutte antimines, elle-même experte formée au déminage. « Le déminage n'est pas seulement un objectif louable ou une obligation du Traité d'interdiction des mines, c'est un impératif humanitaire ».

Selon le rapport de l'Observatoire des mines, 60 pays et autres territoires sont contaminés par des mines antipersonnel. Parmi eux 33 États parties qui ont des obligations de déminage en vertu de l'article 5 du Traité d'interdiction des mines, 22 États non parties et cinq autres territoires. L'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, la Croatie, l'Éthiopie, l'Irak, la Türkiye et l'Ukraine sont les États parties où le niveau de contamination est le plus élevé, ceux-ci ayant déclaré avoir plus de 100 km<sup>2</sup> de terres contaminées sur leur territoire en 2022. En Ukraine, le conflit en cours aggrave la contamination existante.

Au total, 30 États parties ont déclaré avoir terminé le déminage de toutes les zones contaminées sur leur territoire depuis l'entrée en vigueur du traité d'interdiction des mines en 1999. Les États parties contaminés ont poursuivi le déminage des terres contaminées en 2022, déminant collectivement 219,31 km<sup>2</sup> et détruisant 169 276 mines antipersonnel. Près de 60% des terres déminées en 2022 l'ont été dans deux pays seulement : le Cambodge et la Croatie.

En 2022, les services de santé et de réadaptation sont demeurés sous-financés. Des perturbations massives – et dans certains cas des dommages et des destructions – ont été signalées dans plusieurs États parties qui comptent un nombre important de victimes de mines ayant besoin d'assistance, notamment en Afghanistan, au Soudan, en Ukraine et au Yémen.

Bien que le financement international de l'action contre les mines soit en hausse, avec une augmentation de 52 % en 2022 par rapport à 2021, il a continué à faire défaut aux États parties dont la contamination par les mines est peu importante. Sur les 913,5 millions de dollars alloués à la lutte antimines au cours de la période documentée, 18% ont été consacrés aux activités de lutte antimines en Ukraine. Le financement alloué à l'assistance aux victimes a augmenté de 47% par rapport à 2021, mais ne représente que 5% du financement total de la lutte antimines.

« L'augmentation alarmante du nombre de civils tués et blessés par des mines récemment posées dans plusieurs pays démontre une fois de plus qu'il est urgent de mobiliser davantage de ressources pour que l'ensemble des droits des victimes soient respectés », ajoute Loren Persi, rédacteur du chapitre sur les victimes et l'assistance aux victimes. « Les victimes ont besoin de beaucoup plus de cette assistance vitale qui permet de sauver des vies, de redonner aux victimes leur mobilité et de favoriser leur bien-être et l'obtention d'un emploi valorisant ».

## **INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **À propos de l'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions**

#### ***(Landmine and Cluster Munition Monitor)***

Le rapport 2023 de l'Observatoire des mines (*Landmine Monitor 2023*) est le 25<sup>ème</sup> rapport annuel de la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL), lauréate du prix Nobel de la paix en 1997. Publié en amont de la 21<sup>ème</sup> Réunion des États parties au Traité d'interdiction des mines qui se tiendra aux Nations Unies à Genève (Suisse), du 20 au 24 novembre, le rapport contient un aperçu global des efforts visant à l'universalisation et la mise en œuvre du traité, notamment en matière de déminage des terres contaminées, d'éducation aux risques des communautés touchées et d'assistance aux victimes de ces armes qui frappent sans discrimination. Le rapport examine la réponse de la communauté internationale face au problème global des mines antipersonnel, et se concentre sur l'année civile 2022, avec des informations mises à jour jusqu'en octobre 2023 dans la mesure du possible.

L'Observatoire des mines et des armes à sous-munitions est l'initiative de la société civile en charge de la recherche et du suivi pour la Campagne internationale pour interdire les mines et de la Coalition contre les armes à sous-munitions (ICBL-CMC).

- [www.the-monitor.org](http://www.the-monitor.org) | [www.icblcmc.org](http://www.icblcmc.org) | @MineMonitor | [monitor@icblcmc.org](mailto:monitor@icblcmc.org)

#### **Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

- Tamar Gabelnick (anglais, français), Directrice, ICBL-CMC : +41 78 976 7471 (portable) ; ou [tamar@icblcmc.org](mailto:tamar@icblcmc.org)
- Loren Persi (anglais), Chef de l'équipe chargée de la recherche sur l'impact, ICBL-CMC: +38 162 181 9755 (WhatsApp) ; ou [loren@icblcmc.org](mailto:loren@icblcmc.org)
- Mark Hiznay (anglais), Human Rights Watch et rédacteur du chapitre sur la politique d'interdiction : +1 202 352 8983 (portable) ; ou [hiznaym@hrw.org](mailto:hiznaym@hrw.org)